



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 18 septembre 2025**

Membres du Conseil Syndical : 10

Membres en exercice : 10

Votants présents : 8

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Cédric PAIN, M. Stéphane LE BOT, Mme Karine DESMOULIN.

Un pouvoir est donné à M. Jean-François BOUDIGUE par M. Patrick DAVET.

Un pouvoir est donné à M. Jean-Yves ROSAZZA par M. Xavier DANEY.

Excusé(e)s :

M. Patrick DAVET, M. Bruno LAFON, M. Xavier DANEY.

Assistaient à la réunion :

M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 1^{er} septembre 2025.

Le quorum étant atteint, le Conseil Syndical peut valablement délibérer.

- **Délibération n° : 21-2025**

- **Objet : Modification du Règlement de Gestion des ports du SMPBA.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 18 septembre 2025, à Lanton approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON **Conseil Syndical du 18 septembre 2025**

Délibération n° : 21-2025

Objet : Modification du Règlement de Gestion des ports du SMPBA.

Par délibération 27-2017 du 13 septembre 2017 le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA) adoptait la mise en place de son règlement particulier de police afin d'assurer un usage conforme de l'utilisation du domaine public portuaire. Règlement amendé le 8 septembre 2022 par la délibération 12-2022.

En complément, les règles de gestion et d'utilisation du plan d'eau et du domaine terrestre à l'intérieur des limites administratives des ports du SMPBA, ainsi que dans les Zones de Mouillage et d'Equipements Légers (ZMEL) (gérées soit directement soit par délégation), étaient décrites dans le règlement de gestion voté par la délibération 01-2018 du 16 janvier 2018 et dernièrement amendé par la délibération 10-2024 du 10 septembre 2024.

En 2020, suite à l'intégration de la commune de Biganos dans la gouvernance du SMPBA, la délibération 36-2020 du 17 décembre 2020 venait amender très légèrement ce règlement afin de prendre en compte les spécificités afférentes.

En 2021, afin d'améliorer la gestion de son périmètre en prenant en compte les particularités locales, ce règlement nécessitait une nouvelle amélioration notamment en intégrant la possibilité d'attribuer certaines AOT à certains endroits et sous certaines conditions à des usagers non professionnels ou non organisés en association.

En 2024, ce document cadre du SMPBA a été amendé à la marge afin d'intégrer les évolutions de la collectivité (notamment la montée en puissance de son port à sec) ou des précisions, comme par exemple sur la tarification ou les échéances du calendrier.

Ce règlement nécessite une nouvelle fois d'être amendé à la marge afin d'intégrer les évolutions de la collectivité (fin d'utilisation d'autocollants à apposer sur les navires) ou des précisions d'ordre juridique (nécessité pour une entreprise qui postule sur une AOT de détenir en amont tous les agréments et autorisations pour les activités projetées, conséquences de non-paiement d'une redevance ou d'une inscription sur liste d'attente par exemple).

Cette délibération consiste donc à donner délégation de signature au Président pour signer la nouvelle version du règlement de gestion des ports sous compétence du SMPBA.

Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 18 septembre 2025 décide :

- D'approuver la nouvelle version du règlement de gestion du SMPBA, annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser le Président à signer le règlement de gestion du SMPBA ;

- De donner mandat au Président pour la mise en œuvre de son a

Fait et délibéré à Lanton, le 18 septembre 2025.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.